Thomas LIENHARD, Isabelle POUTRIN (dir.), *Pouvoir politique et conversion religieuse. I. Normes et mots*

Rome, École française de Rome, 2018, 214 p.

Bénédicte Sère

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/assr/65039>

DOI : 10.4000/assr.65039

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 4 décembre 2021

Pagination : 340-341

ISBN : 9782713228735

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Bénédicte Sère, « Thomas LIENHARD, Isabelle POUTRIN (dir.), *Pouvoir politique et conversion religieuse. I. Normes et mots* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 196 | octobre-décembre 2021, mis en ligne le 01 décembre 2021, consulté le 13 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/assr/65039> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.65039>

Ce document a été généré automatiquement le 13 février 2022.

© Archives de sciences sociales des religions

Thomas LIENHARD, Isabelle POUTRIN (dir.), *Pouvoir politique et conversion religieuse. I. Normes et mots*

Rome, École française de Rome, 2018, 214 p.

Bénédicte Sère

RÉFÉRENCE

Thomas LIENHARD, Isabelle POUTRIN (dir.), *Pouvoir politique et conversion religieuse. I. Normes et mots*. Rome, École française de Rome, 2018, 214 p.

- 1 Le volume, orchestré par Isabelle Poutrin et Thomas Lienhard s'insère dans le programme POCRAM, « Pouvoir politique et conversion religieuse. Antiquité-période moderne ». Il publie les actes de la première rencontre thématique tenue à l'École française de Rome en janvier 2015 et qui s'intitulait « Normes et mots ». D'où le présent sous-titre et son chiffre romain. Il s'agit donc bien de penser la conversion non pas sous son angle religieux ni spirituel, encore moins individuel, mais bien sous son angle juridique et politique. Ce sont les constructions normatives qui sont scrutées ainsi que les conséquences sociales et politiques des déplacements d'une religion à l'autre. Grâce à une approche croisée et comparatiste entre terrain chrétien (catholicisme, protestantisme et orthodoxie), terrain juif et terrain musulman, les neuf études, chronologiquement présentées de l'Antiquité (III^e siècle) jusqu'au XVIII^e siècle, permettent de conclure à quelques constantes dans l'appréhension sociale du phénomène de la conversion.
- 2 La première pose qu'à trop s'attacher au vocabulaire, paradoxalement, l'on risquerait de manquer le phénomène, et ce d'autant plus que les normes juridiques se construisent le plus souvent sans nommer le fait. Peu de *conversio*, en effet, pour le haut Moyen Âge qu'étudie ici Ian Wood, mais plutôt de la *missio* et de la *predicatio*, notamment en Saxe. De même, dans l'Islam des premiers siècles (VIII^e-X^e siècle à partir

des sources andalouses et maghrébines), Cyrille Aillet note la rareté du vocable et des récits de conversion, comme s'il s'agissait d'atténuer le phénomène de conversion, fruit d'un prosélytisme ou de pressions sociales fortes, pour le présenter comme naturel, fluide et libre. En creux, pourtant, les tensions affleurent : la terminologie de l'apostasie sature les textes, notamment les commentaires juridiques, et dit ainsi la réalité d'une fragilité, celle des passages d'une religion à l'autre. Les pouvoirs gardent la hantise d'un retour à l'ancienne religion. Finalement, dans le monde malikite, comme dans l'Antiquité romaine du III^e siècle (Alessandro Saggioro) ou dans le royaume de France du XVI^e siècle, ce que l'on théorise, parce qu'on le redoute éminemment, c'est plutôt l'apostasie, cette conversion au carré, ce retour à la religion première, « retournement » fidèle à l'étymologie mais retournement à rebours, de la nouvelle religion vers l'ancienne. Pour le code théodosien, c'est une profanation. Pour l'islam malikite médiéval, c'est une « sortie de l'islam » et donc une erreur et une infidélité. Pour l'édit de Nemours, 1585 (Jérémie Foa), vexations et contraintes ont eu raison des Protestants qui, de guerre lasse, se tournent vers le catholicisme, mais avec quel degré d'adhésion ? Juristes et législateurs ont conscience de cette fragilité. D'où l'obsession du contrôle de sincérité, d'où les enquêtes par liste. En effet, entre la contrainte par la menace, notamment autour des enfants enlevés à leurs parents (article d'Elsa Marmursztejn), ou la contrainte par l'appât d'avantages divers (exemptions de peines juridiques, avantages matériels ou financiers, possibilité pour une femme de se libérer de son alliance matrimoniale en changeant de religion, etc.), l'on comprend que les motivations de la conversion puissent être suspectes notamment dans des régimes confessionnels où coexistent majorité religieuse nantie et minorités religieuses déclassées. Les mutations des conditions juridiques sont toujours avantageuses dans le cas d'un passage à la religion dominante. L'on mesure à quel point le volume se veut alors pionnier dans ce qui pourrait être une histoire comparée des politiques conversionnistes non-violentes. La construction des normes a pour objet de contenir les perturbations issues des déplacements religieux dans une société donnée mais aussi de scruter les stratégies des individus et des groupes pour instrumentaliser les croyances au service de dynamiques d'autonomisation. Désormais, et l'article de Christophe Duhamelle le montre parfaitement, les déplacements confessionnels peuvent avoir lieu, mais le droit confessionnel demeure, fixe et inamovible dans l'Empire à partir de la paix de Westphalie (1648). Seul les juges disent désormais les droits du converti. La dissociation entre le for interne et le droit extérieur rend compte d'une certaine manière d'un avènement : celui de l'acception moderne du concept de religion, une adhésion refoulée dans la sphère de l'intime. Surtout, elle contribue, à sa manière, à la progressive sécularisation des consciences.